

OBJET DU MARCHE :

**ACCORD-CADRE DE TRAVAUX COURANTS
SUR LES SITES HOSPITALIERS
DU GROUPE HOSPITALIER RANCE EMERAUDE
LOT 11 : PEINTURE**

MAITRE DE L'OUVRAGE :

GROUPE HOSPITALIER RANCE EMERAUDE
1, RUE DE LA MARNE – BP114
35403 SAINT-MALO Cedex

C.C.T.P. du 15 juin 2025

Cahier des Clauses Techniques Particulières

SOMMAIRE

1	CONTRAINTES TECHNIQUES	3
1.1	Référence à des normes, DTU,...	3
1.1.1	DTU.....	3
1.1.2	Normes	3
1.1.3	Autres références	3
1.1.4	Déroptions aux dispositions réglementaires.....	4
1.2	Responsabilités de l'entreprise.....	4
1.3	Produits imposés – Responsabilité	5
2	LIVRAISON ET ETIQUETAGE D'IDENTIFICATION POUR LES PEINTURES	5
2.1	Réception	5
2.2	Entreposage	5
2.3	Remplacement	6
3	TEINTES	6
4	SECURITE INCENDIE	6
5	PROTOTYPES – ECHANTILLONS	6
6	ÉTAT DES LIEUX CONTRADICTOIRE – RECEPTION DES SUPPORTS	7
7	APPRECIATION DE LA QUALITE.....	7
8	REGLES D'EXECUTION GENERALES	8
8.1	Exécution	8
8.2	Conditions d'exécution.....	8
8.3	Consistance des prestations.....	9
8.4	Surfaces de référence	10
8.5	Marques	10
8.6	Teintes	10
8.7	Etats de finition suivant D.T.U. 59.1.	10
8.8	Coordination avec les autres corps d'état	10
8.9	Tolérances	10
8.10	Mode de mètre	11
8.11	Référence aux plans.....	11
9	DESCRIPTIF PEINTURE	11
9.1	Généralités :.....	11
9.2	Exigences après l'intervention	12
9.2.1	Nettoyage du chantier.....	12
9.2.2	Modalités de réception des travaux et de levée des réserves	12

1 CONTRAINTES TECHNIQUES

1.1 Référence à des normes, DTU,...

Tous les cahiers des charges D.T.U. publiés par le Centre Scientifique et Technique du bâtiment (C.S.T.B.) sont applicables. Les nouveaux le seront également au fur et à mesure de leur publication.

Tous les documents opposables aux travaux objets des présents lots et faisant foi en qualité de Règles de l'Art, sont applicables. En particulier; l'Entreprise devra se référer à la liste suivante qui n'est pas exhaustive. En cas de modification ou de changement des textes en cours de travaux, les nouvelles normes seront appliquées après avis du Maître d'ouvrage. Certaines descriptions et spécifications précises concernant la nature et la réalisation des ouvrages figurent dans le présent C.C.T.P. et dans les documents connexes. Ces descriptions et spécifications peuvent prescrire :

- un niveau de qualité,
- et/ou des conditions de mise en œuvre,
- et/ou des tolérances admissibles, plus contraignants que ceux des documents de références précités. Auxquels cas, elles prévaudront sur ces documents de références.

1.1.1 DTU

- D.T.U. 59.1 Travaux de peinture des bâtiments
- D.T.U. 59.3 Peinture de sols

1.1.2 Normes

Toutes les normes françaises intéressant directement ou indirectement le bâtiment et les travaux du présent lot sont applicables et en particulier :

- NF T 30-001 Dictionnaire technique des peintures
- NF T 30-003 Classification des familles des peintures
- NF T 30-608 Enduits de peinture pour travaux intérieurs - Spécifications
- NF T 30-804 Spécifications des peintures micro poreuses pour façades
- NF T 30-805 Guide relatif aux produits de peintures utilisés dans les travaux de peinturage du bâtiment
- NF T 30-806 Travaux de peinture des bâtiments - Schéma de contrat d'entretien périodique
- NF T 31-004 Pigments - Minium pour peintures
- NF T 36-005 Classification des peintures, vernis et produits connexes
- NF EN 927-1 Produits de peinture et systèmes de peinture pour le bois en extérieur - Partie 1 : classification et sélection
- NF EN 1062-1 Produits de peinture et systèmes de peinture pour maçonnerie extérieure et béton - Partie 1 : classification
- X 08 002 Collection réduite de couleurs
- X 08 003 Couleurs et signaux de sécurité
- X 08 006 Teintes pour machines outils
- X 08 100 Teintes conventionnelles des tuyauteries

Sont également applicables les normes européennes et étrangères qui seraient rendues obligatoires par les réglementations françaises.

1.1.3 Autres références

- Avis Techniques du C.S.T.B. sur chaque produit et certificats de qualification de "suivi et marquage" des produits sous Avis Technique.
- Tous les cahiers des charges d'exécution des travaux et d'utilisation des produits.
- Les certificats d'homologation des matériaux et produits utilisés

- Les procès-verbaux de réaction au feu des matériaux, ainsi que les certificats de qualification en découlant, délivrés par les laboratoires agréés.
- Avis techniques du C.S.T.B. sur chaque produit et certificats de qualification de "suivi et marquage" des produits sous avis technique
- Tous les cahiers des charges d'exécution des travaux et d'utilisation des produits
- L'ensemble des normes AFNOR concernant les matériaux et produits utilisés
- Sont également applicables les normes européennes et étrangères qui seraient rendues obligatoires par les réglementations françaises
- Les certificats d'homologation des matériaux et produits décernés par des organismes agréés
- Les procès-verbaux d'essais au feu et d'essais acoustiques, ainsi que les certificats de qualification en découlant, délivrés par des laboratoires agréés

1.1.4 Dérogations aux dispositions réglementaires

Tous les matériaux, procédés et systèmes proposés ne présentant pas d'évaluations techniques fiables et impartiales recensées dans les normes et D.T.U. servant de référence, doivent faire l'objet d'un avis technique avec certificat de qualification du C.S.T.B. bénéficiant d'une appréciation favorable tant en ce qui concerne l'appropriation à l'usage de l'ouvrage, que la mise en œuvre et la pérennité.

Au cas où les matériaux, procédés et systèmes préconisés ne font pas l'objet d'un avis technique du C.S.T.B., cas de techniques innovantes ou bien non recensées dans les documents réglementaires, il appartiendra à l'Entreprise de prévoir, au titre de son marché, l'élaboration d'un dossier technique visant favorablement la conception prévue.

Ce dossier technique concernera l'ensemble du système examiné et sera établi en étroite collaboration des différents fabricants de chacun des constituants rentrant dans la composition du système.

L'appréciation de ce dossier technique devra être de même nature et au même degré que celle délivrée favorablement à un avis technique (appropriation à l'usage, mise en œuvre et pérennité).

Ce dossier technique devra s'assortir d'un contrat d'assurance particulier souscrit par l'Entreprise et à ses frais, couvrant tous les intervenants (Maître d'Ouvrage, Bureau de Contrôle, Entreprise et Fabricants) pendant toute la durée de la garantie contractuelle. Le coût de cette assurance particulière sera réputé inclus au montant du marché.

Ce dossier technique sera présenté sous forme :

- soit d'une appréciation technique d'expérimentation (ATEX)
- soit d'un cahier des charges examiné par un bureau de contrôle agréé

Les conclusions de l'examen du dossier technique préciseront en termes concis :

- si la mise en œuvre ne pose pas de problème particulier
- et si des désordres ne sont pas à craindre.

L'ensemble du dossier devra être présenté avant la signature du marché. Mais, dès son offre, l'Entreprise devra obligatoirement remettre tous les renseignements et éléments dont elle dispose.

1.2 Responsabilités de l'entreprise

Malgré l'approbation émise par le Maître d'Ouvrage, les Entreprises sont seules responsable du choix des produits et des fournisseurs.

Ce choix est fait suivant l'aptitude des produits à garantir la protection nécessaire.

L'entreprise prend en outre la responsabilité des critères d'aptitude à l'emploi des produits qu'elle confectionne sur le chantier.

1.3 Produits imposés – Responsabilité

Pour certains matériels et produits, le choix du concepteur ne peut être défini d'une manière précise sans faire référence à un matériel ou produit d'un modèle d'une marque. Les marques et modèles indiqués ci-après dans le C.C.T.P. avec la mention " ou toute autre marque de qualité strictement équivalente acceptée par le Maître d'Ouvrage ", ne sont pas donc donnés qu'à titre de référence et à titre strictement indicatif.

Les entrepreneurs auront toujours toute latitude pour proposer des matériels et produits d'autres marques et, modèles, sous réserve qu'ils soient au moins équivalent en qualité, dimensions, formes, aspects, etc

2 LIVRAISON ET ETIQUETAGE D'IDENTIFICATION POUR LES PEINTURES

L'entreprise doit livrer des matériaux neufs dans leur emballage d'origine, non ouverts, portant les informations suivantes sur des étiquettes conformes aux normes:

- nom du fabricant,
- nom du produit,
- classification AFNOR,
- marque NF ou Agrément
- identification du lot, et date de fabrication,
- domaine d'emploi ou destination,
- référence à la fiche technique,
- volume ou masse du produit (net et tare),
- diluant à utiliser,
- référence de la couleur.

Les produits désignés par leurs marques devront être livrés dans leurs récipients (bidons, pots,...) scellés en usine. Les récipients doivent comporter les marques distinctives permettant l'identification du produit afin de déterminer les précautions particulières à prendre pendant son transport et en cours de manipulation.

2.1 Réception

L'entreprise doit réceptionner et inspecter tous les matériaux à la livraison, les matériaux défectueux étant éliminés et remplacés. Lors de cette réception, sont contrôlés entre autres :

- la conformité aux documents présents et annexes
- la qualité
- le poids
- les dimensions.

2.2 Entreposage

L'entreprise doit le transport, la manutention, et le stockage de tous les matériaux et produits suivant les instructions du fabricant d'une part et du Maître d'ouvrage d'autre part. Elle veillera à la conservation de son stockage afin d'éviter toute détérioration ou contamination des matériaux par l'eau, le gel, tous produits et matériaux étrangers et autres agents extérieurs.

Elle engage sa responsabilité en cas de dégradation sur les matériaux relatifs à ce lot, par elle même ou par un tiers.

Le stockage des matériaux est à répartir de façon qu'il ne crée pas de charge concentrée dépassant les limites de résistance et de déformation des planchers.

Il appartiendra à l'entrepreneur de prendre toutes dispositions pour éviter de dégrader les ouvrages existants.

En cas de non respect par l'entrepreneur de cette prescription, le maître d'ouvrage pourra immédiatement prendre les mesures qui s'imposent, aux frais de l'entrepreneur responsable

2.3 Remplacement

A la demande du Maître d'ouvrage de remplacer des matériaux et produits manquants ou qu'il jugerait défectueux à la suite de l'entreposage ou de la manutention, l'Entreprise effectuée à ses frais leur remplacement autant de fois que nécessaire sans porter préjudice au respect du calendrier d'exécution contractuel.

Par ailleurs, le Maître d'ouvrage se réserve toutes possibilités de refuser les matériaux qui ne donneraient pas satisfaction, justificatifs à l'appui.

L'entreprise doit la fourniture à pied d'œuvre des matériaux et des accessoires nécessaires à la parfaite exécution des travaux, objets de ce lot.

Les teintes de même couleur des matériaux fabriqués en usine seront toutes du même bain.

L'entreprise fournira sur le chantier une quantité de matériau suffisant lui permettant de pallier rapidement toute éventualité due à des coupes plus importantes que prévues ou à des reprises et réparations.

3 TEINTES

Toutes les teintes, les décors ou motifs sont au choix du Maître d'ouvrage dans les gammes de fabrication.

Plusieurs teintes pourront être panachées entre elles pour un même revêtement ou une peinture afin de délimiter des zones, ou, à l'intérieur d'une même zone afin de créer une alternance de couleur.

Le nombre de teintes pour un même revêtement ou une peinture est au choix du Maître d'ouvrage

Pour le lot peinture : Sans supplément de prix, il pourra être demandé à l'entreprise la réalisation de motifs décoratifs en superposition sur le fond.

4 SECURITE INCENDIE

Les bâtiments sont classés en établissements de soins avec hébergement : ERP type U – 3° et 4° catégorie

5 PROTOTYPES – ECHANTILLONS

L'Entreprise doit fournir, dans un délai de 5 jours, tous les échantillons demandés par le Maître d'ouvrage. Ils comporteront une étiquette avec indications des références des matériaux, nom de l'Entreprise et date. Les échantillons restent propriété du Maître d'Ouvrage.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisée par la signature du maître d'ouvrage.

6 ÉTAT DES LIEUX CONTRADICTOIRE – RECEPTION DES SUPPORTS

Avant toute intervention, les entreprises seront tenues de procéder à un état des lieux contradictoire et de réceptionner les supports sur lesquels elles interviennent. Une fois les supports réceptionnés, il ne sera plus admis de contestation.

7 APPRECIATION DE LA QUALITE

Toutes les peintures devront, préalablement à leur mise en œuvre et avant toute passation de marché, avoir obtenu l'agrément du Maître d'Ouvrage.

L'agrément que délivrera le Maître d'Ouvrage, est subordonné à la présentation par l'Entreprise de renseignements spécifiques pour chaque type de peinture (ces renseignements émaneront des fabricants des matériaux).

Le Maître d'Ouvrage ne donnera son accord pour l'utilisation d'une peinture que dans la mesure où les renseignements obtenus sont la preuve formelle de la parfaite aptitude à l'emploi de chaque peinture.

Cette aptitude à l'emploi se traduira principalement par les caractéristiques suivantes :

- conformité vis-à-vis des exigences réglementaires et du présent C.C.T.P.
- références multiples concernant des opérations à vocation similaire et d'exploitation supérieure à deux années (avec certification et avis favorable des utilisateurs)
- entretien et nécessités d'entretien :
- produits d'entretien et matériel d'application
- entretien périodique / fréquences d'entretien périodique
- mode d'entretien
- facilité d'application
- coût de l'entretien

A l'appui des renseignements fournis par l'Entreprise (fiches techniques et de sécurité du fabricant pour tous les produits proposés...), le Maître d'Ouvrage se réservera toutes possibilités de se faire confirmer la bonne aptitude à l'emploi des peintures par vérification auprès des utilisateurs des opérations présentées en qualité de référence (références certifiées satisfaisantes et avis favorable de l'utilisateur, qui se sera rendu compte par lui-même des contraintes d'entretien).

Au cas où le Maître d'Ouvrage devait refuser un revêtement ou une peinture qui aurait fait ses preuves par ailleurs, l'avis du Maître d'Ouvrage l'emportera, à moins que ce dernier ne décide de soumettre le revêtement refusé à un nouvel examen de passage en vue de confirmer ou d'infirmier son choix.

Le maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger communication des factures et documents établissant la provenance et la qualité des matériaux employés.

Les fournisseurs pourront être appelés à indiquer le mode d'emploi de leurs produits et à en contrôler l'emploi.

Dans le cas où l'analyse aura révélé l'emploi de produits interdits ou de produits de qualité inférieure à celle prescrite, la peinture sera rigoureusement refusée et refaite aux frais de l'entrepreneur, sous réserve de poursuites à exercer pour tromperie sur la qualité.

En cas de fraude manifeste, le marché sera résilié d'office, sans aucune indemnité et sans préjudice des sanctions qui pourront être appliquées.

8 REGLES D'EXECUTION GENERALES

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art, avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage. A ce sujet, il est formellement précisé aux entreprises qu'il sera exigé d'elles un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le Maître d'ouvrage et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués " non traditionnels " devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'Avis Technique.

8.1 Exécution

Le présent CCTP n'est pas limitatif. L'entrepreneur titulaire du présent lot devra prévoir tout ce qui est nécessaire au complet achèvement de ses ouvrages

Il sera tenu de se conformer aux instructions données par le Maître d'ouvrage, au cours des travaux.

Les ouvrages qui ne seraient pas nommément précisés au CCTP, mais qui seraient indispensable d'exécuter, font partie intégrante des prestations de l'entrepreneur.

L'ensemble des travaux du présent lot comprendra toutes les sujétions de pose et toutes les précautions de sécurité pendant la durée du chantier.

L'entrepreneur précisera, sur une note annexe, tous les éléments nécessaires à l'analyse de son offre concernant :

- La précision des marques et matériels mis en œuvre.
- Les éventuels oublis mentionnés.
- Tout élément ou précision jugés utiles par l'entrepreneur

Avant la remise de son offre, l'Entreprise devra vérifier sous sa propre responsabilité les opérations et ouvrages mentionnés au Descriptif et les complétera, s'il y a lieu, par tous les moyens en son pouvoir (renseignements pris auprès du Maître d'ouvrage, étude des plans, visites des lieux, etc ...) afin de prévoir dans ses prix l'ensemble des ouvrages nécessaires à un parfait achèvement des travaux de son lot.

Il est stipulé qu'aucun supplément de prix ne pourra être accordé ultérieurement du fait que les renseignements dont l'Entreprise s'était entourée, étaient inexacts ou incomplets.

Le marché étant un marché à bon de commande et la définition des travaux n'étant pas à priori connue, les cas particuliers pourront être négociés en termes techniques et financiers.

8.2 Conditions d'exécution

L'entreprise vérifiera la compatibilité des peintures et systèmes avec les types de supports rencontrés et traitements effectués. (Il est bien précisé qu'elle ne pourra prétexter aucun vice caché pour se décharger de sa responsabilité, qui reste seule et entière, en cas de mauvaise tenue des systèmes qu'elle aura appliqués).

Les produits devront être livrés sur le chantier en bidons serts et revêtus de mentions précisant leurs caractéristiques et leurs conditions d'emploi.

En aucun cas ne devront être trouvés sur le chantier des bidons desserts et non en cours d'utilisation.

8.3 Consistance des prestations

Les prestations comprennent principalement et au minimum en fonction des subjectiles et cas de figures rencontrés :

- la reconnaissance des supports ; le constat contradictoire des supports formalisé par un procès-verbal signé par tous les intervenants concernés
- la fourniture, la pose et la dépose des engins de levage et appareils nécessaires aux travaux
- les échafaudages
- les équipements spéciaux nécessités pour permettre le libre accès aux supports
- toutes les manutentions nécessaires
- les protections d'ouvrages d'autres corps d'état contre les salissures conséquentes aux travaux du présent lot
- le nettoyage des supports et leur dépoussiérage
- la préparation des supports et tous les travaux préparatoires nécessaires
- tous les travaux rectificatifs ou complémentaires pour rendre les subjectiles aptes à l'application des différents systèmes préconisés et pour les mettre dans l'état défini au D.T.U. N° 59.1 en fonction des différents états de finition demandés
- la révision des joints entre plaques de plâtre cartonnées
- la fourniture et la mise en œuvre des produits propres à l'exécution prévus conformément aux prescriptions ci-après spécifiées en ce qui concerne leur type et leur coloris, y compris toutes sujétions de mise en œuvre en coordination avec les autres corps de métier
- l'application des produits sur les surfaces de référence
- le traitement des fissures et des micro-fissures lorsque nécessaire
- l'emploi de produits spéciaux destinés à des fonctions spécifiques, tels que sous-couches régulatrices d'absorption, sous-couches opacifiantes, nettoyants spéciaux, etc...
- les travaux dits "de décoration" impliquant notamment des tracés et rechampissages décoratifs (polychromie)
- les ponçages à l'abrasif à l'eau et les ponçages spéciaux
- la mise à la teinte sur chantier
- le panneautage des grandes surfaces
- les raccords estimés nécessaires par le Maître d'ouvrage, suite à l'intervention d'autres corps d'état, après l'achèvement des travaux
- fourniture et installation des dispositifs d'interdiction d'accès aux chantiers pendant la durée des travaux et pendant les délais subséquents de protection de ces travaux en accord avec le Maître d'ouvrage
- la protection des ouvrages du présent lot contre les salissures jusqu'à la réception
- le nettoyage des salissures occasionnées par l'intervention de l'Entreprise
- l'enlèvement hors chantier de tous déchets et gravats résultant des travaux et leur transport au centre de recyclage
- tous les accessoires nécessaires à mettre en œuvre les prestations demandées (vis, chevilles, boulons, etc...)
- la livraison des ouvrages dans un parfait état de propreté
- La fourniture au Maître d'ouvrage et/ou au Bureau de Contrôle de tous les documents justificatifs et des avis techniques de tous les procédés mis en œuvre dans le cadre du présent marché, ainsi que de l'ensemble des documents d'exécution tels que plans, schémas, détails de mise en œuvre, notes de calculs, spécifications et notices des matériaux ou procédés non traditionnels, P.V. de classement et P.V. d'essais, etc... La remise des documents devra être faite au moins 10 jours ouvrables avant exécution.
- Toutes sujétions de mise en œuvre non décrites, mais indispensables pour une exécution conforme aux Règles de l'Art.

8.4 Surfaces de référence

A l'origine des travaux, l'Entreprise procédera à l'exécution de surfaces de référence pour sélection et approbation par le Maître d'ouvrage.

Les supports choisis seront représentatifs des supports revêtus sur le chantier. Ces supports seront indiqués à l'Entreprise par le Maître d'ouvrage.

Leur exécution comportera, par nature de travail, toutes les opérations, travaux préparatoires et application des produits prévus au marché.

L'application des produits sur les surfaces de référence sera effectuée par l'entreprise du présent lot et éventuellement en présence du fournisseur. La consommation des produits devra être enregistrée.

Ces applications seront soumises pour approbation au Maître d'ouvrage.

L'Entreprise reprendra entièrement ou partiellement les applications sur les surfaces de références à la demande du Maître d'ouvrage si celui-ci l'estime nécessaire afin d'obtenir une qualité ou nature d'aspect recherché.

8.5 Marques

L'entreprise veillera à limiter au minimum le nombre de fournisseurs ; tous les produits utilisés devront être compatibles entre eux.

8.6 Teintes

Le ton de toutes nuances sera déterminé par le Maître d'ouvrage lors de la période de préparation du choix de la peinture.

L'entreprise soumettra ensuite au Maître d'ouvrage, les échantillons de l'ensemble des matériaux prévus au présent lot, ainsi qu'un plan d'implantation de ses différents ouvrages.

REMARQUE : sans supplément de prix, il pourra être demandé à l'entreprise la mise en œuvre de plusieurs teintes différentes ou la réalisation de motifs décoratifs en superposition sur le fond.

8.7 Etats de finition suivant D.T.U. 59.1.

Sauf indications contraires, ils seront de finition B en application sur tous les subjectiles.

Le cas échéant les états de finition A (soignée) et C (élémentaire) seront précisés spécifiquement pour les articles concernés.

8.8 Coordination avec les autres corps d'état

L'Entreprise titulaire du présent lot devra se mettre en rapport avec tous les autres corps d'état pour régler les interférences rencontrées et les détails d'exécution.

8.9 Tolérances

Les tolérances d'exécution seront conformes au D.T.U. 59.1.

8.10 Mode de mètre

Liste des principaux modes de métré

- Portes bois et métalliques : surface nominale x 2 faces x 1,10
- grillages, métal déployé avec le cadre : surface nominale x 3 faces
- cadres grillagés persiennés : surface nominale x 4 faces
- garde-corps métalliques barreaudés : longueur x hauteur x 2 faces
- barreaudages : longueur x hauteur x 2 faces
- ouvrages de développement inférieur à 0,15 m : longueur x 0,15
- ouvrages supérieurs à 0,15 m : surface réelle
- autres ouvrages : comptés pour leur surface réelle ou suivant mode de métré précisé dans le devis
- les trous de surface inférieure à 1,00 m² ne sont pas déduit des surfaces quantifiées
- le traitement des murs s'entend sur l'ensemble des parois y compris les poteaux et les ébrasements de baies
- le traitement des plafonds s'entend également sur les retombées de poutres, sous-face
- d'escaliers compris jouées, puits de lumière ou trémies de châssis en toiture
- développement x 0,30 m pour huisserie dans cloisons de 10 et 12 cm d'épaisseur
- développement x 0,45 m pour huisserie dans murs de 18 cm d'épaisseur et plus

8.11 Référence aux plans

Dans certains cas, il pourra être fait référence à des plans.

9 DESCRIPTIF PEINTURE

9.1 Généralités :

Tous les ouvrages seront réalisés conformément aux plans, coupes, façades et/ou détails du Maître d'Ouvrage et suivant les "Prescriptions Techniques Particulières".

Dans le cas de travaux à réaliser dans l'existant, les locaux seront vidés du mobilier par le Maître d'Ouvrage avant intervention du présent lot.

Les plaques murales en PVC et les protections murales sont à la charge du maître d'ouvrage

Sécurité incendie :

Les systèmes de peinture seront classés au minimum M2 sur murs et M1 en plafonds

Les travaux de rénovation concernent la mise en œuvre de :

- L'enduit pelliculaire,
- La préparation des supports existants (murs),
- La peinture acrylique satinée avec toile de verre sur murs ou plafonds,
- La peinture acrylique satinée sur murs (finitions A, B ou C) ou sur plafonds,
- La peinture acrylique brillante avec toile de verre sur murs ou plafonds,
- La peinture acrylique brillante sur murs ou plafonds (finition A),
- La peinture acrylique mate sur murs ou sur plafonds,
- La peinture polyuréthane brillante sur murs ou plafonds (finition A),
- La peinture élémentaire dans locaux bruts sur murs ou plafonds,
- La peinture anti-poussière sur sol,
- La peinture sur éléments métalliques ferreux et non-ferreux,
- La peinture sur ouvrages de menuiserie intérieures bois,
- La lasure sur ouvrages de menuiseries bois intérieures/extérieures.

L'entreprise pourra proposer toutes techniques nouvelles ou innovantes tant en terme de produits que de mise en œuvre. Ces techniques seront analysées par le Maître d'ouvrage.

De façon générale, l'entreprise devra être force de proposition de ce domaine.

9.2 Exigences après l'intervention

9.2.1 Nettoyage du chantier

Enfin, dans le cadre d'une démarche inspirée de la certification ISO 14001 (critère gestion des déchets) :

- l'entreprise fournira périodiquement au maître de l'ouvrage le Bordereau de suivi de ses déchets, s'ils sont regroupés dans l'entreprise avant évacuation. La périodicité de fourniture du bordereau sera celle de l'évacuation en vigueur dans l'entreprise : 1, 3, 6, 12 mois par exemple,
- l'entreprise fournira ce bordereau de suivi à chaque intervention si elle évacue directement ceux-ci en décharge à partir du lieu des travaux.

9.2.2 Modalités de réception des travaux et de levée des réserves

Les contrôles sont faits à la demande de la Maîtrise d'ouvrage

Ils sont réalisés par l'Entreprise ou par un organisme extérieur. Ils sont à charge de l'Entreprise. Ils font l'objet d'un procès-verbal diffusé à l'ensemble des intervenants.

En cas de litige à la réception des travaux, il sera procédé à des tests au frais de l'Entreprise.

Dans la mesure où les résultats des tests sont discutables, il conviendra de procéder aux essais sur les surfaces témoins, en vue de faire les comparaisons qui s'imposent et d'en tirer les conclusions pour l'acceptation ou le refus des travaux.

Au cours de la période séparant la réception de l'échéance de la garantie légale, hormis une légère évolution des couleurs, les surfaces peintes ne devront présenter aucune des anomalies suivantes :

- décollement, cloquage, écaillage,
- faïencerie,
- farinage.